



CTSD du 31 janvier 2019

Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale, Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Le décor est planté quand aux dernières propositions du gouvernement. Il est question de l'effort qui doit être porté sur le primaire. Au-delà de cette priorité ministérielle, le SE-Unsa déplore qu'aucune impulsion politique ne soit donnée sur la structuration de l'offre éducative en milieu rural, sur la baisse des effectifs en maternelle, sur la consolidation des Rased ou encore la direction d'école pour laquelle les discussions sont prévues au premier trimestre 2019. Il ne dit rien sur les élèves hors REP, quant à la façon dont ceux en difficulté vont y apprendre ses fondamentaux "*lire, écrire, compter, respecter autrui*"

Dans le premier degré, bien qu'on nous annonce 10 postes de plus, la dotation ne permettra pas à la fois de répondre aux priorités ministérielles et aux besoins identifiés sur le terrain :

- achever le dédoublement voulu pour les classes de CP et CE1 en éducation prioritaire ;
- préserver et structurer l'offre éducative en milieu rural ;
- améliorer les conditions d'enseignement en maternelle où les classes sont très souvent surchargées au regard des enjeux de réductions des inégalités dès le plus jeune âge ;
- consolider les Rased ;
- préserver des brigades de remplacement efficaces
- Répondre enfin à la demande récurrente de formation continue
- avoir des marges pour avancer sur la direction d'école inscrite à l'agenda social à la demande de l'Unsa Education

Le SE-Unsa ne se reconnaît pas dans cette vision de l'école et de son pilotage.

L'UNSA Education est une fédération de syndicats constructifs et de dialogue mais nous sommes confrontés à une absence d'écoute chronique et pire, à une absence d'égard pour les acteurs du dialogue social et les remontées des spécialistes de terrain.

A ce titre, nous comprenons les collègues qui sont en train de s'organiser sous la bannière des stylos rouges. Ils demandent de la considération pour leur métier de la part de la population française qui a tendance à prendre à son compte un discours anti-fonctionnaires et anti-professeurs par méconnaissance de la réalité de nos métiers. Mais aussi de la considération de la part de leur employeur car ils ne sentent ni la bienveillance ni la confiance tant affichées par notre ministre. La précarisation augmente, le nombre d'élèves augmente, les tâches administratives augmentent, les injonctions augmentent, le coût de la vie augmente mais les effectifs des collègues et les salaires, eux n'augmentent pas voire diminuent.

A l'UNSA Education, nous avons dit que la confiance ne se décrétait pas mais se gagnait. Nous en sommes loin.

Karen Ansberque, pour l'UNSA Education 01